

en temps d'urgence

ICANN74 | Forum de politiques – Séance sur les politiques du EURALO : gouvernance de l'Internet et le modèle multipartite en temps d'urgence
Jeudi 16 juin 2022 – 09h00 à 10h00 AMS

YESIM SAGLAM : Nous allons commencer notre séance très prochainement.
Veuillez prendre place. Merci.

SÉBASTIEN BACHOLLET : C'est un petit test audio. Donc que nous commençons, veuillez,
s'il vous plait, être prêts à écouter l'interprétation parce que nous
aurons plusieurs langues.

Aujourd'hui, nous avons nos services d'interprétation en français,
anglais et espagnol. Merci beaucoup.

YESIM SAGLAM : Nous allons commencer notre séance ; veuillez lancer
l'enregistrement.

L'enregistrement a débuté.

Bonjour et bienvenue à cette séance de politiques EURALO,
Gouvernance de l'Internet et multipartisme en termes et en
temps d'urgence.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Je m'appelle Yesim Saglam, et je suis donc responsable de la participation à distance pour cette séance.

Veillez noter que cette séance est enregistrée et qu'elle suit les normes de comportement attendu de l'ICANN.

Durant cette séance, les questions et commentaires ne seront lus à voix haute que s'ils sont soumis de façon appropriée dans la fenêtre questions-réponses.

Si vous souhaitez parler, veuillez attendre que l'on vous donne la parole, et levez donc la main sur Zoom et utilisez votre micro. Les participants utiliseront un micro pour parler et devront désactiver leur micro sur Zoom. Dans la salle secondaire, veuillez lever la main sur Zoom et vous rendre au micro qui est dans la salle.

Pour tous les participants, veuillez indiquer votre nom et veuillez également parler à un rythme raisonnable. Les participants sur place pourront prendre un récepteur et utiliser leurs propres écouteurs pour suivre l'interprétation. Les participants à distance peuvent accéder à l'interprétation à travers la barre d'outils de Zoom.

Ceci dit, je donne maintenant la parole à Sébastien Bachollet, le président d'EURALO.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Yesim. Merci d'être venu assister à cette séance. Nous sommes en Europe. Et nous avons pensé que c'est une obligation pour nous d'échanger au sujet de la situation aux portes de l'Europe. J'utilise une certaine terminologie. On parle de l'est de notre continent européen. Et nous sommes très heureux d'avoir Oksana Prykhodko avec nous. Elle est sur place et elle est dans une situation difficile.

Mais en même temps, nous voulions trouver un moyen pour ouvrir la porte à ces intervenants, mais aussi écouter, apprendre. Je sais que c'est difficile de comparer des situations, et l'objectif n'est pas de dire que la guerre en Ukraine équivaut à un Tsunami, ou bien à une autre catastrophe naturelle, par exemple. C'est l'humanité qui pose problème ici. C'est difficile de comparer. Mais je crois qu'on peut tirer des leçons de l'utilisation de la technologie, de ce que l'on peut faire pour autrui. Et une nouvelle fois, l'objectif ce n'est pas de comparer ce qui se passe dans différentes parties du monde.

Nous avons les autres régions qui sont représentées, l'Asie-Pacifique, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Amérique du Nord. Donc, ils nous parleront de leur expérience et nous verrons ce que nous pouvons faire pour retirer des leçons.

Nous avons invité Léon Sanchez également, qui était sélectionné par At-Large, parce que le Conseil d'administration a pris des mesures par rapport à la situation en Ukraine, et nous pensons que cela serait utile que d'avoir le point de vue du Conseil d'administration de l'ICANN. Et nous serons toujours très heureux de le voir, M. Leon Sanchez. Nous essaierons de trouver un maximum de temps pour avoir des échanges.

Et je voulais donc m'assurer. Je sais qu'il y a des normes de comportement approprié. Mais d'un autre côté, je sais que c'est un sujet brûlant. C'est un sujet d'actualité très fort. Et je sais que nous avons des amis dans certaines parties du monde et d'autres parties du monde, et en Russie également. Et nous devons prendre en compte cela. Donc, vous pouvez dire ce que vous voulez, mais dites-le de manière agréable, même si la situation est et sera encore difficile.

J'espère que nous pourrons nous soutenir mutuellement et tomber d'accord pour dire que la situation n'est pas acceptable. Et quoi que l'on puisse faire, personnellement, ce sera excellent.

Donc je vais m'arrêter ici. Merci de participer, d'être venus, que vous soyez ici dans la salle, virtuellement en ligne, ou dans la seconde salle. Et sans plus attendre, j'aimerais donc donner la parole à Oksana Prykhodko, qui est donc à la tête d'une structure At-Large (ALS) en Ukraine, qui s'appelle European Media

et en temps d'urgence

Platform. Cette plateforme média pour l'Europe. Merci beaucoup, Oksana, de votre présence et merci pour votre intervention. Vous avez la parole.

OKSANA PRYKHODKO : Oui, merci beaucoup, Sébastien.

Donc je n'ai que quelques minutes. Mais j'ai beaucoup à dire. Donc merci. Merci beaucoup de tout votre soutien. Nous apprécions beaucoup le soutien de l'ICANN. Beaucoup d'entre vous m'ont demandé ce que nous pouvions faire, ce que vous pouviez faire pour nous aider. Je sais que vous êtes toujours dans mon cœur et je vous remercie moi aussi de tout cœur. Merci aux organisateurs également qui ont fait beaucoup pour l'Ukraine. Je les encourage toujours.

Je vais donc toujours questionner, questionner cette situation. J'étais très satisfaite de la rapidité de la réaction de l'EURALO. Mais j'ai toujours été parfois choquée par certains termes qu'ils ont utilisés.

Donc j'entends dire que l'ICANN n'est pas une organisation politique, et je parle là de terminologie aussi. Nous avons donc cette question de représentation qui se pose. On en a parlé lors de NextGen, et nous avons eu une présentation à ce sujet.

Donc il y a des mots qui ont été utilisés, de provocation, non-provocation, des termes qui ont été utilisés. Certains pays ne reconnaissent pas qu'il s'agit d'une guerre. Et ce n'est pas toujours très clair au niveau international.

Au niveau numérique, donc, c'est extrêmement important. Nous n'avons pas toujours le temps de parler de ces questions. Mes priorités, maintenant, ce sont les principes de gouvernance de l'Internet et le multipartisme de l'ICANN.

Nous avons donc eu des personnes de Russie qui ont présenté des opinions tout à fait différentes. On a vu que l'Internet est un des endroits les plus neutres, comme l'a dit Patrik Fälström. Mais il y a encore des possibilités au mois de février de voir cette situation et de l'envisager. Ça pourrait être maintenant une mauvaise plaisanterie. Lorsque l'on a vu la situation en Ukraine, depuis le mois de février. Nous avons maintenant des territoires occupés. Nous avons beaucoup de situations de guerre qui se déroulent en Ukraine. Il y a donc une désinformation par rapport à l'occupation et à l'attaque de l'Ukraine. Il y a plus d'un million d'Ukrainiens, d'enfants et de familles qui ont été déplacés, et qui ont été pour certains déplacés en Russie. Nous avons perdu le contact avec beaucoup de ces familles et de ces enfants qui se sont retrouvés en Russie.

Qu'est-ce que cela veut dire pour la gouvernance de l'Internet,

pour le multipartisme ? Moi, je ne suis pas une experte technique. Je ne suis pas une avocate. J'ai demandé à des avocats, à des experts techniques, quelles seront les conséquences du trafic Internet dans cette région.

Il y a deux, trois mois, j'ai demandé qu'il y ait un groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet en cas de crise. Et il n'y a pas eu beaucoup de réactions officielles sauf cette séance qui est organisée aujourd'hui, et je vous en remercie.

Donc je me demande au niveau de la participation de l'ICANN ce qui peut être fait. Je ne parle pas d'aspects financiers. Mais est-ce que l'ICANN pourrait nous apprendre plus sur ce modèle multipartite et comment nous pouvons l'utiliser en cas d'urgence.

Les représentants de la Russie également doivent s'exprimer là-dessus, parce que cette organisation, l'ICANN, doit bien comprendre que ces représentants de la Russie sont des représentants d'un régime fasciste. Et à La Haye, nous sommes dans la ville de la paix et de la justice. Et nous attendons des décisions de justice.

Donc toutes mes condoléances sont envoyées aux victimes de cette guerre. La Russie est un régime fasciste qui tue chaque jour des enfants ukrainiens. Je crois que nous pouvons non seulement

et en temps d'urgence

utiliser le tribunal de La Haye, mais également notre entité ici, à l'ICANN. Nous avons besoin d'avocats, de nombreux avocats qui doivent préparer des dossiers à la suite de ces exactions, de ses déplacements d'enfants et de personnes. Et je crois que ça, ça serait une victoire du multipartisme.

Je vous remercie beaucoup. Je sais que c'est difficile. J'ai beaucoup de mal à m'exprimer. Je suis très émue et c'est très difficile de m'exprimer avec ce masque. Donc je vous remercie de votre compréhension.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Oksana, et merci donc de votre discours. Nous vous souhaitons le meilleur. Je voudrais simplement qu'Oksana vous dise que la population russe, ou les personnes russes qui participent à l'ICANN ne sont pas responsables de cette situation. Ce n'est pas eux qui doivent être exclus.

Et je suis très attristé que pour certains d'entre eux, ils n'aient pas voulu ou n'aient pas pu venir. J'espère que lors de la prochaine réunion, les deux seront présents. Et j'attends avec impatience l'Assemblée générale d'EURALO, moment où toutes les personnes d'EURALO se retrouveront, quel que soit le pays, quel que soit le régime, quelles que soient les situations dans lesquelles ils vivent. Et je crois que mon espoir est que la paix

et en temps d'urgence

puisse revenir aussi rapidement que possible. Ici en Europe, mais aussi ailleurs dans le monde.

J'aimerais maintenant demander quelles sont vos expériences. On dit souvent en français « Comparaison n'est pas raison ». C'est une mauvaise traduction que je suis en train de vous donner en anglais. Mais nous pensions qu'il serait bon d'avoir le point de vue des autres régions. Donc, j'aimerais passer la parole à Jennifer Chung et Cheryl Langdon-Orr, une sorte de duo. Et donc nous allons les laisser nous ouvrir la voie.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci beaucoup, Sébastien. Merci à EURALO. Cheryl au micro. Je suis australienne, et je vais vous l'expliquer. J'ai une certaine expérience dans le domaine de la communication dans les situations de catastrophe, et j'aimerais que Jennifer commence, en fait, du point de vue de l'Asie-Pacifique, et qu'elle nous donne un petit peu le contexte et le cadre du lieu et du moment où ces questions se présentent.

JENNIFER CHUNG : Merci beaucoup, Cheryl, pour cette présentation, cette introduction. Merci, Sébastien. Merci à l'At-Large de m'accueillir lors de cette séance. Je suis très heureuse d'être avec vous. Et tout d'abord, j'aimerais vous envoyer un message de solidarité,

Oksana. Et je vous remercie de nous avoir fait part de la situation en Ukraine. Le peuple d'Asie-Pacifique se tient solidaire.

Il y a deux choses que je souhaitais soulever. L'Asie-Pacifique est une région très diversifiée au point de vue politique, géographique. Donc très, très diverse. Il y a des leçons que nous avons tirées dans le Pacifique, en particulier à la suite de l'éruption volcanique de Tonga. C'était en janvier. Et les îles pacifiques, cette île pacifique a perdu toute communication après l'éruption du 15 janvier. Je crois que c'était 827 km de câbles sous-marins qui alimentaient la connexion Internet. Et donc cela nous rappelle à quel point l'infrastructure est fragile dans certaines régions du monde, en particulier dans certains États en développement.

Et donc, lorsqu'il est quelque chose d'aussi inattendu et d'aussi majeur que l'éruption volcanique qui a eu lieu, je crois que c'était une des plus fortes qui a eu lieu. Il y a d'ailleurs eu un avertissement au Tsunami. Donc ce câble d'optique a été coupé et a interrompu la connexion pour une grande partie de la région. Donc je ne vais pas revenir sur la réponse humanitaire des Nations Unies, des États pacifiques, du secteur privé qui ont envoyé beaucoup d'experts sur place. Elon Musk a même envoyé sa propre équipe.

Et bien sûr, la communauté de l'Internet a toujours été solidaire

et a justement envoyé ces experts de la société civile pour s'assurer que les communautés restent connectées du point de vue technique. Donc les [certs] de la région qui ont fait un excellent travail étaient présents. Et avant même cette catastrophe totalement inédite, il y a toujours eu ces équipes de réaction en cas d'incident majeur. Ils ont un plan. Ils ont un plan lorsque quelque chose de ce type se produit. Et l'île de Tonga est maintenant reconnectée. Mais il a fallu assez longtemps. Je crois que c'était cinq semaines pour mettre la connexion en place et il a fallu encore plus de temps pour que la communauté dépasse cette catastrophe naturelle totalement imprévue.

Je souhaitais également souligner, en dehors des catastrophes naturelles, qu'il y a les bouleversements politiques qui ont lieu dans différentes régions du monde. Nous avons entendu le témoignage d'Oksana en Ukraine. Et en 2021, il y avait un coup d'État au Myanmar. Et le Myanmar, c'est un pays qui, malheureusement, je crois que je lis un excellent travail qui est effectué sur les interruptions d'Internet, mais je crois qu'il y a eu la deuxième interruption de connexion de l'Internet la plus longue, l'année passée. Il y a eu 593 jours sans connexion Internet dans l'État qui fait partie du Myanmar. Et en février de l'année dernière, depuis lors, il a été de plus en plus difficile pour les populations du Myanmar de se connecter à l'Internet, de pouvoir

effectuer leurs affaires, leur travail, et se connecter avec d'autres régions du monde.

Et donc j'aimerais mettre ceci en lumière parce que beaucoup de jeunes, au Myanmar, ont été très impliqués dans la gouvernance de l'Internet. Ils ont participé à beaucoup d'initiatives en Asie-Pacifique.

Donc je vais vous lire un témoignage d'une jeune qui est au Myanmar. Elle s'appelle [Pio], et elle a participé énormément en Asie-Pacifique à l'IGF régional, et elle a également lancé un IGF pour jeunes au Myanmar avec l'aide d'autres collègues, qui a été mis en place cette année. Alors voilà ce qu'elle dit.

« Le cauchemar du Myanmar a commencé avec la première interruption qui a touché tout le pays. Nous nous sommes rendu compte que la connectivité de l'Internet, qui est en fait vraiment la survie pour nous, mais lorsque les gens peuvent contrôler la connectivité, la communauté peut en fait s'aider mutuellement pour se protéger en améliorant nos connaissances. Mais cela ne suffit pas.

Les interruptions de connexion arrivent partout dans le monde, mais lorsqu'on écoute activement la voix des personnes qui souffrent de brutalités et d'atrocités, l'interruption de la connexion a également un impact. Par exemple, il y a eu des

pétitions de la société civile, d'organisations qui se sont organisées.

L'Internet doit être ouvert. Il doit être sécurisé et abordable. Et il doit être pour tous. Mais maintenant, notre Internet n'est plus ouvert ; il n'est plus sécurisé ; il n'est plus abordable.

Donc lorsqu'on parle des valeurs, eh bien, il faut prendre en considération les normes qui existent en situation d'urgence pour l'Internet et ce qui pourra aider ces populations souffrantes ».

Et voilà ce qu'elle dit, [Pio]. Je crois que, en tant que personne qui a eu le privilège de se retrouver dans des espaces tel que celui-ci, pour amplifier la voix des personnes qui ne peuvent pas être présentes dans ces réunions et qui ne peuvent même pas être sur Zoom, justement, à cause de ces interruptions de connexion, à cause de l'interdiction des VPN dans leur pays. Eh bien, il est important pour nous, justement, d'autant plus de le faire, de manière à être solidaire, à agir pour aider ces personnes, pour assurer qu'ils restent connectés à l'Internet pour qu'ils puissent continuer de s'exprimer en toute liberté.

Et je crois que c'est en fait l'idée de l'IGF d'être solidaires avec ces populations.

et en temps d'urgence

CHERYL LANGDON-ORR : Merci, Jen. Et je reviens à ce que disait Sébastien tout à l'heure. Je ne sais pas si vous m'avez reconnue, mais je suis donc Cheryl. Je le répète.

Sébastien a mentionné que ce n'est pas un exercice de comparaison. Voilà. Ma grande catastrophe est beaucoup plus importante que la vôtre qui est plus petite. [inaudible] non. Une catastrophe, c'est une catastrophe qu'elle soit petite ou grande, pour ceux qui sont affectés.

Et lorsque la communication est interrompue, eh bien, cela a un impact peut-être encore plus dangereux et encore plus important. Du point de vue de la survie, ces heures-- il y a des heures clés, qui sont de l'ordre de huit heures lorsqu'un corps humain est touché pour qu'on puisse le sauver. Il y a en fait un temps très limité. Et la communication, si on la perd, c'est catastrophique. Si vous avez votre téléphone pour lancer un SOS, il faut un réseau pour pouvoir communiquer. Donc la communication est une clé. Les humains vont mieux lorsqu'ils communiquent.

On peut et on le fait. On délivre des services de qualité en ayant des conversations à distance. Et c'est utile. On peut calmer quelqu'un. On peut garder la personne en vie. On peut organiser l'eau, la nourriture. On peut aider, mais pour ce faire, il faut que l'infrastructure survive ou soit remplacée rapidement.

Alors voilà ce qui se passe. La société se dit « Ah, mais c'est très très bien du point de vue des relations publiques, on a notre [CRIP] qui est ancien ; on va le mettre là, on va leur envoyer un équipement de remplacement qui est un petit peu ancien, un petit peu de nourriture et tout va bien ». Non, ça ne suffit pas. Il y a d'autres entités et d'autres compagnies qui disent « non, non, non ; je vais leur envoyer le meilleur équipement et je vais le faire rapidement ». C'est la même réponse dans les deux cas. La communication est remise en marche.

Mais à long terme, eh bien, c'est complètement différent pour les communautés. Et donc il faut bien choisir. Il faut choisir un modèle et il faut le mettre en pratique. Donc, nous avons une opportunité, avec le multipartisme, de rassembler les parties intéressantes, que ce sont les entreprises, la société civile, la technologie, les gouvernements, ainsi que ceux qui s'occupent des réactions en cas de catastrophe, pour non seulement envoyer de l'eau, de l'alimentation, etc., des médicaments, mais aussi pour s'assurer que les gens aient accès à des moyens de télécommunications à long terme, mobiles, durables, et qui tiennent la route.

Parce que lorsqu'on déplace des milliers ou des centaines de milliers de personnes qui sont donc des réfugiés et qui sont déplacés autre part, en fait, ils perdent leur identité. Ils n'ont plus

de banque. Ils n'ont plus accès à leur banque. Ils n'ont pas le soutien nécessaire. Il y a énormément de choses à faire. Donc, pensez-y. Faites-le dans vos espaces.

Grâce au modèle multipartite, il y a des moyens, les technologies mobiles, etc., de redonner une identité à ceux qui ne sont pas identifiés, de s'assurer que les services rapidement puissent les aider. Si on peut y arriver, si on peut le planifier, si on peut faire des tests éprouvés, eh bien, je crois que cela est une bonne utilité du modèle multipartite, quelle que soit la nature de la catastrophe.

Je suis passionnée pour ceci. Je vais vous expliquer.

Lorsque j'avais 13 ans, chez moi il y a beaucoup de catastrophes naturelles dans mon pays, avec des incendies dans le *bush*, et des animaux assez dangereux, des araignées, des serpents, etc., mais quoi qu'il en soit. J'ai travaillé pour un organisme qui s'occupe de catastrophes naturelles. Et dans ce cadre, j'ai fait serment. Et ce n'est pas quelque chose que je fais souvent. Mais pour le bien de l'humanité, c'était ça mon serment. Et pour toute ma vie, je vais vivre de cette manière. Et je crois que certains d'entre vous, certaines des sociétés pour lesquelles vous travaillez considèrent les choses de cette manière, pour le bien de l'humanité, mais d'autres non. Et si on vivait tous de cette manière, eh bien, je crois qu'on pourrait vraiment avoir un impact.

et en temps d'urgence

Je vous repasse la parole, Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Jennifer et Cheryl, pour ces contributions très utiles. Merci et je vais passer la parole maintenant à Bram Fudzulani. Je crois qu'il est en ligne et j'espère que ça fonctionne bien. Bram, à vous.

BRAM FUDZULANI : Oui. Bonjour à toutes et à tous. Merci de me donner la parole.

Je suis au Malawi, et je suis très heureux de vous parler aujourd'hui et de me retrouver virtuellement dans la salle. Donc, je voudrais vous parler un petit peu de l'expérience que nous avons eue avec la pandémie.

On a parlé de la guerre en Ukraine, qui a un impact sur l'Afrique aussi. Et ça a bien mis en lumière les questions du multipartisme où sur l'Internet nous sommes tous connectés.

Donc lorsqu'on parle de connectivité, eh bien, en Afrique, nous sommes l'une des régions [inaudible] plus de personnes en ligne et connecter plus de personnes. Il n'y a qu'un pourcentage faible d'Africains qui a accès à l'Internet. Et vous savez qu'avec la pandémie, nous avons eu des écoles de fermées. Et donc il était extrêmement important d'avoir la connectivité.

Et la majorité n'a pas encore accès à ces outils modernes. Et ça, ce n'est pas bon pour le progrès des continents, pour les droits de l'homme, pour l'accès à l'éducation, pour l'accès à la nourriture également. Donc il y a un fossé qui s'est creusé en raison de cela.

Et nous avons fait des activités de plaidoyer pour que les différents acteurs se retrouvent et que les gouvernements, les universités, les entités académiques, les utilisateurs finaux trouvent des méthodes, travaillent à des méthodes pour que l'on se rassemble et qu'on puisse aider nos enfants qui ne peuvent pas aller à l'école parce que les écoles sont fermées. Eh bien, qu'on trouve des moyens peu chers pour avoir accès à une éducation.

Nous savons que l'Internet peut coûter cher en Afrique. Nous avons la question de la confiance également dans l'Internet et dans le numérique. Nous avons ces problèmes de connectivité qui existent également. Tant de personnes qui essaient de se connecter à l'Internet.

Donc ça, c'est quelques-uns des problèmes qui ont été causés par la pandémie. Nous en avons parlé à EURALO, à l'ICANN. Ça a été un défi de taille à relever. Et ces plateformes numériques n'étaient pas toujours accessibles, et cela a un impact sur les droits de l'homme également, les droits humains.

Il y a des questions de harcèlement en ligne qui se posent aussi.

et en temps d'urgence

Donc je pense qu'il est absolument important d'avoir un multipartisme, et avec toutes les parties prenantes, avec les personnes marginalisées qui puissent avoir voix au chapitre, pour que nous puissions avoir des politiques qui répondent aux besoins sur le terrain des internautes et de ceux qui doivent encore avoir accès à l'Internet.

C'est très personnel pour moi tout cela. Nous devons transformer la vie des personnes non connectées, donc marginalisées, qui n'ont pas la chance d'être comme nous, en ligne, assis dans cette salle, ou connectés virtuellement. Donc, il faut écouter ces personnes et leur permettre de s'exprimer. Ce sont des conversations que nous avons sur notre continent. Merci beaucoup.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Bram, de votre intervention. Je vais maintenant donner la parole aux personnes de l'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons deux intervenants. Nous avons Augusto Ho, et Claire. Je ne sais pas qui va parler en premier. Augusto, vous avez la parole.

AUGUSTO HO : Bonjour à toutes et à tous. Donc, nous avons Dr Claire Craig, secrétaire de LACRALO. Je suis à la tête de LACRALO. Et je vais dire

simplement que dans mon pays, au Panama, un petit pays en Amérique centrale, j'ai eu peu d'expérience de catastrophe naturelle. Et même s'il est vrai que les catastrophes peuvent venir de la nature, certains des exemples que nous avons eus nous montrent que les actions néfastes, par exemple, de couper ces câbles Internet, l'accès à l'Internet avec ces câbles, peuvent être rompues.

J'ai écouté Cheryl Langdon-Orr s'exprimer. Et donc, maintenant je comprends mieux comment on peut fournir une aide, fournir un secours, parce que nous avons besoin de communication efficace en cas de catastrophe. Et j'insiste. Je ne suis pas le meilleur intervenant pour cela, parler des catastrophes naturelles, parce que dans ma région et dans mon pays, nous avons de la chance. Nous sommes véritablement bénis par le Seigneur.

Et je vous promets d'être bref, mais je voudrais souligner le fait que nous avons reçu une nouvelle. Elon Musk, dans mon pays, le premier d'Amérique latine, va lancer un réseau satellitaire — c'est Elon Musk qui va faire cela. Et ça va aider en cas de catastrophe.

Donc, je vais maintenant donner la parole à la Dr Claire Craig, secrétaire de LACRALO, qui va nous en dire plus.

et en temps d'urgence

CLAIRE CRAIG : Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup. Merci EURALO. Merci, Sébastien de nous donner la parole, de nous exprimer, et de donner une perspective régionale sur ce qu'on peut faire au niveau multipartite pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Je voudrais me concentrer sur les catastrophes naturelles, parce que, historiquement, la région a souffert beaucoup. Et il y a de plus en plus de catastrophes naturelles. Et l'impact des catastrophes dépend du type de la catastrophe naturelle.

Ce que nous avons dans la région, des ouragans, des inondations, des tremblements de terre et des éruptions volcaniques. Nous avons eu également la pandémie de COVID. La caractéristique de ces événements c'est qu'il y a une réponse locale qui est difficile et un impact économique grave, comme Cheryl l'a expliqué.

On a du mal à réagir localement lorsqu'on est submergé par cela, dans une région qui est déjà pauvre, avec des petits pays, avec des économies peu diversifiées. Cela nous rappelle bien l'importance de la résilience des réseaux de communication et des déficiences qui existent au niveau de l'infrastructure de l'Internet et des différentes politiques dans la région.

Et on l'a entendu aussi pour la région Afrique.

D'une manière plus importante, la multitude de ces manifestations et de ces catastrophes remet en cause le rôle des

gouvernements, des donateurs internationaux et des utilisateurs finaux de l'Internet.

Nous devons nous assurer du bien-être de nos citoyens dans chaque pays et de s'assurer qu'on puisse communiquer avec nos citoyens. Et ça, pour cela, nous avons besoin de ces réseaux de communication. Parfois, l'électricité se coupe. Il n'y a plus de téléphone portable, de réseau cellulaire, de téléphone dans les maisons. Et donc, c'est particulièrement grave pour les familles, pour les mères. C'est pour cela que l'ICANN et At-Large peuvent jouer un rôle important. Il y a des étapes qui doivent être prises pour aider à limiter les effets de ces catastrophes naturelles. Ceci inclut des capacités techniques renforcées et des activités pour la préparation en cas de catastrophe, et des réponses avec des programmes de formation, d'éducation, de prise de conscience du public pour améliorer l'infrastructure essentielle de l'Internet.

Ceci dit, il est également important de se rappeler que — Marita Moll nous l'a dit hier au GAC lorsqu'elle parlait du modèle multipartite. Eh bien, je paraphrase, nous devons trouver des méthodes pour attirer des volontaires fortement engagés. Ils font cela de manière bénévole, et c'est pour leur satisfaction personnelle qu'ils servent à ce niveau et qu'ils peuvent faire beaucoup pour répondre à ces problèmes. Donc il faut être fortement engagés avec nos ALS, avec nos structures At-Large,

et en temps d'urgence

avec nos membres individuels, pour qu'ils soient prêts, pour qu'ils soient prêts à agir lorsque survient une catastrophe naturelle.

Donc ils sont — ces catastrophes naturelles, hélas, elles vont continuer à arriver dans notre région. Donc nous devons nous préparer à cela. Et donc, nous devons trouver des manières de travailler ensemble autant que faire se peut.

J'aimerais exprimer notre solidarité et notre soutien à Oksana et aux personnes et au peuple ukrainiens. Je sais que c'est une situation qui vous a été imposée. Et nous souhaitons que vous receviez un maximum de soutien et vous avez également nos prières à ce niveau.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci, Augusto. Merci, Claire. Je vais maintenant donner la parole à mon collègue et président de NARALO, Eduardo Diaz. Vous avez la parole.

EDUARDO DIAZ : Oui, merci beaucoup. Je vais vous parler un petit peu de mon expérience en cas d'urgence. Donc que s'est-il passé pour nous ? Nous avons eu Maria, l'ouragan Maria, à Porto Rico. Vous savez, nous avons beaucoup d'ouragans, mais nous avons eu cet

ouragan qui a été terrible. Et on se prépare toujours pour les ouragans. Le gouvernement a un programme de préparation. Parfois l'électricité est coupée, les communications sont coupées.

Donc on a été prêt. On le pensait au Porto Rico. Les maisons sont en dur, sont en béton. Donc, dans les maisons, on ne risquait pas grand-chose. Mais néanmoins, 24 heures d'ouragan monstrueux. On ne l'avait jamais vu un ouragan d'une telle violence, d'une telle force. Et lorsqu'il s'est stoppé, cet ouragan, eh bien, nous avions 110 stations de radio à Porto Rico. Il n'y en avait plus qu'une. Une qui fonctionnait.

Donc pratiquement 100 % de ces radios avaient été impactées et ne pouvaient plus émettre. Il y a eu beaucoup de travail de nettoyage par la suite. Et on a voulu utiliser les réseaux cellulaires et avoir des systèmes de radio. Toutes ces tours étaient tombées pour les réseaux cellulaires. Donc on ne pouvait pas sortir. Il y avait tant de destruction que les routes étaient bloquées, étaient coupées. Et le centre de contrôle était impacté et ne pouvait plus communiquer. Il n'y avait plus de communication, il n'y avait plus d'Internet, il n'y avait plus d'électricité.

Et donc, cela a pris une semaine. Et donc, les gens se déplaçaient à moto ou à vélo pour communiquer, pour nettoyer, etc.

Il a fallu quatre ou cinq mois pour que, moi, je retrouve l'électricité chez moi. Nous n'avions plus d'électricité. Et donc ce que nous avons appris dans tout ça, en ce qui concerne les générateurs et les hôpitaux, etc., vous savez c'est une semaine d'électricité au maximum. Eh bien, quand on perd l'électricité pendant quatre mois, la plupart des générateurs ne fonctionnent plus. Tout ce que vous avez en plus, à Porto Rico, vient en bateau ou en avion. Il n'y avait pas de radar.

Donc, comment expliquer aux avions que c'était le moment d'atterrir? Donc l'armée a contribué et nous a aidés énormément. Les sociétés telles que T-mobile, société de téléphonie, ont amené un bateau avec des pièces et on a utilisé le bateau pour remettre les tours en marche.

90 % des tours ne fonctionnaient plus. Tout était sans fil, et donc on a dû mettre des *hotspots*, pour que les gens puissent s'y rendre pour aller communiquer avec leur famille sur ces lieux précis. Et ce qu'on a retiré de tout ceci, c'est qu'il faut s'assurer de pouvoir communiquer. C'est la première chose.

Et donc au lieu d'utiliser la radio, il faut s'assurer que les gens aient accès en premier à un satellite. Et on ne peut pas dépendre des lignes. Il y avait un centre de commandement et de contrôle que nous avons pu mettre en place, et beaucoup de communautés, beaucoup d'ONG ont été invitées à participer, à

collaborer avec le gouvernement, parce que c'était vraiment les personnes qui étaient là en contact avec les communautés.

Il y a eu une évolution importante. Les personnes qui étaient dans les montagnes ont été très frappées. Donc, elles sont frappées par l'ouragan. Donc elles sont venues dans les plaines. Elles se sont toutes déplacées et, pendant deux semaines, elles étaient là pour avoir accès au minimum. Et il leur a fallu plus d'une semaine pour y arriver. Donc il y a eu beaucoup de migrations, beaucoup de migrations aussi aux États-Unis.

Donc c'est une des choses qu'on a apprises. Il y a des points positifs, malgré tout, à retirer. Deux choses.

Et pour moi aussi je considère la pandémie, qui est certes négative, mais il peut y avoir des points positifs à retirer de tout cela. Toutes les lignes en cuivre que l'on avait ont disparu. Donc maintenant, ce qu'on voit, c'est que les gens utilisent la fibre jusque chez eux. Parce que s'il y a un autre ouragan, on se rend bien compte qu'il y a un risque. Et donc, nous avons aussi remis à jour tout ce qui est tour, pour résister aux forces du vent. Et puis le réseau électrique, qui était complètement détruit, a été mis à jour. Et en fait, on est aux normes, maintenant ; il était assez ancien, notre réseau. Donc cela veut dire qu'il y aura davantage de résilience, une meilleure gestion, mais cela prend des années. Ce n'est pas quelque chose d'immédiat.

et en temps d'urgence

Donc voilà un petit peu ce que nous avons fait. Et comme je le disais, les communautés et, en particulier, les utilisateurs finaux ont été très impliqués pour aider, pour contribuer à apporter des aliments, etc.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Eduardo.

Nous passons donc par toutes ces régions. Je suis désolé pour l'échange avec les participants. Il sera écourté. Mais je voulais vraiment écouter les intervenants. Je pense qu'il est tout à fait utile d'écouter tout ce qu'ils avaient à dire.

Et maintenant, j'aimerais donner la parole à Léon Sanchez du Conseil d'administration. Merci.

LEON SANCHEZ : Merci beaucoup, Sébastien. Et je souhaite d'abord vous exprimer toute notre compassion, sympathie, Oksana, pour vous et pour le peuple d'Ukraine. Nous travaillons pour vous, pour vous soutenir.

En temps d'urgence, l'accès à l'Internet fait partie de la mission de l'ICANN. Donc assurer un fonctionnement stable et interopérable du système des identificateurs uniques.

Et cela fait partie des valeurs fondamentales de l'ICANN, de

soutenir une participation très large à l'élaboration des politiques. Au-delà de ça, l'ICANN est très impliquée en vue de l'intérêt public et d'un soutien pratique dans le cadre de sa mission en temps de crise. Et nous souhaitons être fidèles à cet engagement.

Donc le 6 mars 2022, il y a eu une solution. Et j'en ai informé la communauté At-Large et l'ALAC. Le Conseil d'administration a demandé à l'organisation de l'ICANN de mettre en place une proposition pour la distribution d'aide financière pour aider la stabilité, la sécurité et la résilience du système d'identificateurs uniques, en particulier là où l'accès était mis en danger par des événements inattendus au-delà des utilisateurs, ou ne dépendant pas des utilisateurs finaux. Après des recherches effectuées pour s'assurer que les bénéficiaires étaient alignés avec les valeurs de l'ICANN, et conformément aux lois applicables et aux responsabilités fiduciaires de l'org et du Conseil d'administration, org a annoncé qu'il avait sélectionné un cluster de télécommunications, qui s'appelle ETC, pour un partenariat d'un an.

L'ETC travaille en vue d'une communication partagée de services pour aider dans les situations d'urgence. Le programme mondial de l'alimentation travaille avec l'ETC, et il a deux décennies d'expérience, y compris en Ukraine, pour assurer une

communication stable et une connectivité fiable.

Le Conseil d'administration a également demandé à l'org de réfléchir à mettre en place un processus de financement de soutien dans les situations mondiales d'urgence qui ont un impact sur l'accès à l'Internet. Donc ce travail est en cours. Nous espérons que nous aurons un rapport initial des progrès effectués par l'ETC en Ukraine en aout. Cela nous aidera à mieux comprendre comment mettre en place ce type de soutien dans d'autres situations.

Donc la résolution le dit. Ceci devrait nous permettre de mettre en place un projet à long terme, non seulement dans cette situation. Cette situation qui, de toute évidence, a déclenché cette décision. Mais je crois que nous considérons maintenant qu'il est important de continuer sur cette lancée.

Je vous l'ai dit, la recherche permettra d'alimenter les discussions du Conseil d'administration pour réfléchir à améliorer notre soutien aux populations qui sont affectées par ces catastrophes naturelles.

En ce qui concerne la COVID-19, nous sommes passés à un format de réunions hebdomadaires uniquement en ligne. Vous vous en souvenez certainement, en mars, lorsque nous avons déclaré que la réunion de Cancún se tiendrait de manière virtuelle. Et

maintenant, nous avons la chance de passer à une réunion hybride, ici à La Haye, grâce aux solutions technologiques qui existent et qui nous permettent d'accéder à nos réunions de n'importe où dans le monde et de soutenir le travail des bénévoles de la communauté.

Un exemple de ceci, c'est donc le soutien de la participation virtuelle grâce à la proposition d'interprétation directement dans Zoom, plutôt que de demander qu'il y ait des dispositifs supplémentaires. Avant, il fallait téléphoner dans la ligne espagnole, française, anglaise, etc., et maintenant il suffit de se connecter sur Zoom, et Zoom permet d'avoir accès à l'interprétation.

Il y a aussi un programme d'accès à l'Internet, qui a été mis en place pendant la pandémie. Vous vous souvenez peut-être que j'avais insisté et le Conseil a été suffisamment compréhensif pour comprendre que c'était absolument nécessaire pour notre travail en tant que bénévoles. Ceci permet aux membres de la communauté qui ont des contraintes financières d'accroître leur bande passante. Et donc, il y a un remboursement de jusqu'à 60 dollars pour pouvoir atténuer ou réduire plutôt le coût de la connectivité lors de la réunion de l'ICANN.

Donc ceci étant, Sébastien, je vous repasse la parole. Et, encore une fois, c'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui.

et en temps d'urgence

SÉBASTIEN BACHOLLET : Merci beaucoup, Leon. Je crois que le Conseil d'administration a très bien agi. Et si la communauté a d'autres idées, eh bien, je suis sûr que le Conseil vous écoutera dans ces différentes situations.

Je ne vois pas de main levée. Et étant donné qu'il ne nous reste que quatre minutes, je m'assure quand même que personne ne se manifeste. Mais je souhaiterais tout d'abord reconnaître certaines des personnes qui sont présentes dans la salle, membres du Conseil d'administration. Maarten, merci d'avoir été avec nous, président du Conseil d'administration. Maureen, présidente de l'ALAC, est également avec nous. Et nous avons des membres de l'ALAC qui sont présents à cette table. Il y a aussi d'autres personnes de la communauté qui sont présentes ici ou en ligne, et je souhaite réellement les remercier.

Ceci étant, j'espère que cette séance a été utile et qu'elle continuera d'être utile. Nous avons bien sûr échangé sur différents types de crise. Et encore une fois, l'idée n'est pas de comparer. Mais je crois que, pour certaines, elles nous indiquent ce qui pourrait être fait à l'avenir dans différentes situations, suivant le pays, la région dans laquelle ces situations surviennent.

Et je souhaiterais remercier vivement les intervenants qui nous ont fait part de leurs expériences, Jennifer et Cheryl d'Asie-

Pacifique, Bram de l'Afrique, Augusto et Claire de l'Amérique latine et des Caraïbes, Eduardo de l'Amérique du Nord, et bien sûr nos amis de l'Ukraine et de l'Europe, Oksana Prykhodko.

Nous avons exprimé notre soutien et vous nous avez remerciés, mais ce ne sont pas que des mots. Nous pensons très souvent à vous. Et nous suivons ce que vous mettez en ligne. Et c'est quelque chose de très important pour nous de savoir ce qui se passe chez vous, au sein de votre peuple, et personnellement, vous où vous êtes, à quel moment, ce qui se passe. Donc s'il vous plait, continuez de nous informer. Nous pensons à vous, à votre famille. Et c'est un petit peu notre souhait le plus cher aujourd'hui, donc, que la paix revienne. Nous devons lutter pour ça, pas seulement en Ukraine, mais partout dans le monde.

Je vais peut-être dire un dernier mot. J'espère que l'ICANN pourra prendre des initiatives dans ce sens, dans le sens de la paix. Pas forcément de manière très spécifique, mais peut-être du point de vue de l'Internet. Donc de bâtir la paix, parce que c'est essentiel. Et je crois que l'ICANN a un rôle, un rôle qui peut contribuer à la paix dans le monde. Ceci étant, je souhaite encore une fois vous remercier.

Notre heure est terminée. Donc je vais lever la séance et vous souhaiter, à tous, un excellent séjour en Europe. J'espère vous voir tous, soit en personne, soit en ligne, lors de la prochaine

et en temps d'urgence

FR

réunion de Kuala Lumpur. Encore une fois, merci beaucoup et je vous souhaite une excellente journée. Au revoir à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]